

Domaine Public DP

JAA
1002 Lausanne

26 septembre 1991 - n° 1053
Hebdomadaire romand
Vingt-huitième année

Rideau !

La campagne pour les prochaines élections fédérales démarre mollement, en Suisse romande surtout. C'est que les incertitudes de l'environnement international, l'essoufflement de l'économie et les péripéties de la construction européenne rendent difficile la tâche des partis, privés des solides certitudes d'antan.

Dans ces conditions, l'effondrement du communisme vient à point nommé pour donner, par antithèse, un nouveau brillant au capitalisme, à l'économie de marché, au libéralisme. Vous avez peut-être aperçu cette annonce publicitaire du parti libéral qui, sur fond des effigies de Marx et Lénine, proclame: «Rideau. L'avenir est libéral», associant à la déconfiture des régimes marxistes le «socialisme dirigiste». (*Lire également l'article de Claude Auroi dans notre rubrique Forum.*)

Si les raccourcis audacieux peuvent faire de bons slogans électoraux, ils sont de peu d'utilité pour comprendre le monde dans lequel nous vivons et n'offrent guère de réponses aux problèmes du présent. Les sociétés démocratiques

occidentales, même si elles ne présentent pas l'état de délabrement social et économique des pays de l'ancien bloc communiste, ne manifestent pas une santé éclatante: partout le chômage progresse, les inégalités se creusent au point d'engendrer une population d'exclus économiques et sociaux; les efforts désespérés de relance économique continuent de mettre en coupe les ressources non renouvelables et à porter atteinte à l'équilibre écologique; sans parler de notre propre développement qui laisse en rade des continents entiers et alimente ainsi les conflits futurs.

Plus de marché, préconisent alors les tenants du libéralisme qui voient dans ces impasses la conséquence de contraintes étatiques trop nombreuses encore. Mais là où la déréglementation a été appliquée — on pense notamment aux Etats-Unis et à la Grande-Bretagne — les dégâts sociaux sont plus graves encore; de larges pans de la société ont été relégués à la marge.

Cette imagerie à la mode du Far-West

JD

suite à la page 2

La gabegie fédérale

(jd) Le Conseil fédéral voudrait provoquer une lame de fond négative contre toute nouvelle forme de taxe qu'il ne s'y prendrait pas autrement. Dernier projet préparé par Otto Stich et révélé par le *Sonntags Blick*, une augmentation de 25 centimes (le Département des finances parle, lui, de 20 centimes) des droits de douane sur les carburants pour renflouer la caisse fédérale. L'idée en soi mérite examen puisqu'une partie de ces droits constitue l'une des ressources de la Confédération et qu'ils n'ont pas été adaptés au renchérissement depuis... 1936; ils se montent à 26.50 francs les 100 kilos bruts et sont affectés pour moitié à des dépenses routières. La surtaxe, elle, se montait à 5 centimes par litre en 1962 au moment de son introduction et a été régulièrement adaptée jusqu'en 1974, pour atteindre 30 centimes; elle est entièrement affectée à des dépenses routières.

On ne peut évidemment demander à la collectivité des prestations de valeur constante sans lui en donner les moyens. Ce qui par contre est inacceptable, c'est le

désordre qui règne au sein de l'administration: au fil des mois les annonces se succèdent de nouvelles taxes en tous genres pour les motifs les plus variés, avec le sentiment désagréable pour le contribuable-consommateur qu'il va être soumis à une coupe en règle, alors même qu'aucune décision n'a encore été prise. Qu'on en juge: sont annoncés ou à l'étude l'ICHA sur les agents énergétiques, une taxe d'orientation sur les émissions de CO₂ et l'introduction d'un écobonus en fonction des kilomètres parcourus par les véhicules à moteur.

Présentées dans le désordre, ces propositions ne peuvent que provoquer l'incompréhension et la méfiance de l'opinion. Le Conseil fédéral doit maintenant dire clairement quels sont ses projets fiscaux en matière de protection de l'environnement, expliquer les avantages des solutions retenues et les effets qu'il en attend, et indiquer sans ambiguïté qu'il ne s'agit pas là d'augmenter les ressources de l'Etat. Puis décider, car le temps perdu ne fait que favoriser des controverses stériles et n'améliore en rien l'état de l'environnement. ■

La défense des salaires

Prétextant une conjoncture défavorable, les patrons voudraient ne pas adapter les salaires à l'indice des prix. Rupture d'un contrat de confiance.

(ag) Cette fois, la bataille est engagée. L'offensive patronale, prévisible, a été déclenchée, en fait, avec une année de retard. On pouvait l'attendre pour 1990: ni les banques qui enregistraient il y a un an de plus maigres bénéfices, ni le bâtiment déjà frappé par la récession n'en avaient donné le signal.

Cette année, l'attaque est générale: secteur bancaire malgré la reprise de ses bénéfices, horlogerie, éditeurs de journaux, et même, ici ou là, le secteur public... L'adaptation des salaires est mise en cause.

La hausse des prix forte et persistante, le mauvais rang de la Suisse en comparaison internationale, qui affaiblit le franc et donc entretient l'inflation importée, bref cette dégradation exigerait ce remède brutal.

Les causes

Le krach boursier, il y a quatre ans (au jour des élections fédérales), marquait la fin d'un cycle normal, cinq ans, de forte croissance, qui a duré de 1983 à 1987. Mais l'amplification de la bourse fut si forte que les banques centrales,

dont la Banque nationale suisse, injectèrent des milliards dans le circuit économique pour le doper.

L'effet voulu fut obtenu, l'échéance fut retardée de quelque trois ans, mais au prix d'une relance de l'inflation.

On aime à dire qu'en Suisse pour des raisons techniques (révision des rapports des banques avec la Banque nationale) l'effet de relance inflationniste fut encore renforcé. Mais que dire des crédits à tout va offerts par les banques? Le financement inconsidéré du marché hypothécaire notamment, suivi de réajustements particulièrement coûteux, fut une des causes du dérapage suisse.

Quoi qu'il en soit, personne parmi les experts n'incrimine comme cause du déclenchement de l'inflation et comme explication de sa persistance un gonflement salarial excessif. En 1990, il n'y a pas eu d'augmentation des salaires réels mais, selon l'OFIAMT (moyenne d'octobre 89 à octobre 90), on a même enregistré une baisse de 0,5%. En 1989, selon la même source, la hausse n'a été que de 0,2%. Les salariés sont donc invités à corriger une situation

Il est [...] frappant de constater que, dans la population active, les non Suisses représentent environ 26% (printemps 1991) alors qu'ils figurent pour 44,1% dans le nombre total des chômeurs (juillet 1991). A noter que les frontaliers figurent dans la population active totale en Suisse, mais que s'ils tombent au chômage ils n'apparaîtront pas dans la statistique suisse [ni d'ailleurs les saisonniers qui ne sont pas réengagés, ndlr]. Ce fait accentue encore la surreprésentation des non Suisses parmi les chômeurs. Analyses et prévisions, op. cit., pp 20-21.

économique dont ils ne sont pas responsables.

La compensation du renchérissement fait partie des règles fondamentales de la bonne foi. Le contrat d'engagement stipule un salaire, c'est-à-dire un pouvoir d'achat. L'érosion de ce pouvoir d'achat remet, après coup, en cause les conditions de l'accord des deux parties sans qu'il y ait eu faute du contractant qui est pénalisé.

Si la paix du travail repose sur la bonne foi, le principe de la compensation en est une pierre d'angle.

Macroéconomiquement

La lutte contre l'inflation exige-t-elle une réduction globale de la masse salariale? Qui oserait l'affirmer?

La Suisse n'est plus en période de surchauffe économique: la croissance du chômage est forte et risque d'être durable: deux mille saisonniers n'ont pas été recrutés en 1990 dans le bâtiment qui traverse une récession évidente. Les deux premiers trimestres du Produit national brut ont révélé une croissance négative. L'indice des prix de gros est en décélération significative. Les compressions budgétaires voulues par les pouvoirs publics seront fortes. Malgré des facteurs retardataires: enregistrement de la hausse des loyers par l'indice des prix (relevé de novembre), hausse des tarifs publics, la baisse de l'inflation peut à terme être programmée. Une politique générale de réduction du pouvoir d'achat ne ferait qu'aggraver la situation économique. Il y a contre-indication évidente.

Le rapport de l'institut 'Créa' prévoit une stagnation des salaires réels en 91-92-93, mais une compensation du renchérissement. Le pronostic pour l'évolution de l'inflation est pour 91, 92, 93 de 6,2%, 4,5%, 2,5%. Pourquoi faudrait-

Rideau !

suite de l'édito

— «Place à la confiance en l'individu, en l'homme et à son esprit d'initiative» — paraît aujourd'hui aussi déplacée que la mission historique attribuée par Marx à la classe ouvrière et à son parti. Libéralisme et marxisme sont des idéologies du 19^e siècle, incapables de rendre compte de la complexité des sociétés contemporaines. Alors rideau.

L'avenir est à un équilibre subtil entre l'autonomie des individus et le bien-être de tous (contrat social), entre la prospérité d'une nation et celle de toutes les autres (contrat international), entre la satisfaction des besoins humains et la préservation du milieu naturel (contrat écologique), condition de la survie de l'espèce. Alors rideau sur les programmes à l'emporte-pièce. Et cap

sur le réformisme qui est critique incessante des abus et des privilèges, recherche constante de nouveaux équilibres, garantie d'un dynamisme sans lequel les sociétés se sclérosent. Des partis politiques, on est en droit d'attendre qu'ils esquissent chacun les contours de leur projet d'équilibre, les coûts et les avantages qu'il va induire pour tel ou tel groupe social. Et qu'ils n'oublient pas de prendre en compte une donnée capitale: notre modèle de développement, en termes de consommation d'énergie, de ressources naturelles et d'espace, est inapplicable à l'ensemble de la planète, sous peine de catastrophe majeure. C'est donc qu'il faudra sans tarder redimensionner nos projets, nos besoins. Mais c'est probablement trop demander pour une campagne électorale. Alors rendez-vous après les élections.

JD

Dangereuse surenchère

Les NLFA ressemblent de moins en moins à un projet européen et de plus en plus à une addition d'enjeux régionaux. A vouloir contenter tout le monde, la majorité risque de ne pas s'y retrouver.

(pi) L'adoption du projet de nouvelles lignes ferroviaires à travers les Alpes se fait de manière fort paradoxale: chaque concession, souvent justifiée, faite par souci de protection contre les nuisances compromet un peu plus la rentabili-

té du projet; chaque adjonction décidée pour satisfaire les régions périphériques renchérit le coût final de l'opération et va susciter le scepticisme chez les inévitables «oubliés». Les efforts consentis pour rallier un groupe au projet donne des arguments décisifs à ses adversaires.

Les régions et leurs souhaits

Première concession au régionalisme: la décision du Conseil fédéral de percer deux tunnels de base au lieu d'un seul, l'un sous le Gothard et l'autre sous le Lötschberg. Proposition largement entérinée par le Conseil national et sur laquelle le Conseil des Etats a surenché. Et pour faire bon poids face à la Suisse romande, on y inclut également ce qui ne relevait pas de la prise en charge du trafic de transit européen: le raccordement par Genève au réseau TGV français, proposition restant toutefois au niveau des intentions puisqu'aucun crédit ne lui est alloué. Cette démarche appela tout naturellement une réaction de Suisse orientale, région déçue par l'abandon du Splügen. Berne, Uri et le Valais y sont également allés de leurs propositions. Les Grisons souhaitent pour leur part que la Confédération participe aux investissements des Chemins de fer rhétiques. Difficile pour l'instant de faire l'addition de tous les suppléments votés, mais on est très loin des 10,1 milliards budgétés à l'origine par le Conseil fédéral. La longueur possible du Lötschberg, par exemple, est passée, le temps d'une séance du Conseil des Etats, de 28 à plus de 44 km... Outre que ces propositions sont financièrement irréalistes, elles seront, si elles sont maintenues, autant d'arguments pour les opposants au moment du vote populaire, un référendum ayant d'ores et déjà été annoncé par les Verts. Quant aux mesures d'accompagnement, destinées à s'assurer que l'augmentation du trafic-marchandise sur rails ne viendra pas s'ajouter à une augmentation encore plus forte du trafic-marchandise sur route, elles n'ont pas le poids nécessaire pour désarmer les écologistes. On s'achemine donc vers une opposition

de plus en plus forte. Aux verts purs et durs viendront s'ajouter:

- les riverains du train qui, malgré toutes les mesures possibles, ne verront pas leur situation s'améliorer le long des lignes d'accès, d'autant plus que l'augmentation du trafic-marchandise compromet en bien des endroits la circulation des trains régionaux;
- les riverains de la route qui rechigneront à voter une dépense importante sans que la charge de trafic ne diminue sous leurs fenêtres;
- les défenseurs du développement de réseaux RER dans les agglomérations, compromis dans les régions de Bâle, Berne, Zurich, Lucerne et au Tessin si les prévisions concernant l'utilisation des nouveaux tunnels se réalisent;
- les habitants des régions qui ne profitent pas ou que très marginalement de ces dépenses colossales;
- les «anti-Européens».

Il faut bien reconnaître à chacun de ces groupes d'opposants quelques bons arguments. Mais ils n'ont de sens que par la faute du Conseil fédéral et des Chambres qui n'ont pas donné à ce débat la dimension qui aurait dû être la sienne. Il s'agit en effet de répondre à une demande européenne et la question devrait se limiter à savoir si nous voulons ou non répondre à cette attente et si nous en avons les moyens.

Attendre un accord sur le transit

Le problème, c'est que ces besoins ne sont pas clairement définis et que nous n'avons pour l'instant aucune assurance sur les intentions européennes en matière de trafic à longue distance. Il est par contre clair que la rentabilité promise de ces ouvrages ne sera jamais effective. Le Conseil fédéral a donc tenté de masquer ces faiblesses par des arguments régionaux et il a été sur ce point dépassé par le Parlement.

Pour que cette course ne se termine pas par un refus populaire, il est nécessaire de se limiter au nécessaire sans pour autant faire de fausses économies: ce qui est décidé devra se réaliser dans les meilleures conditions d'intégration possibles et en limitant sévèrement les nouvelles nuisances. Le Conseil fédéral peut utiliser, dans la procédure d'élimination des divergences, la menace du retrait du projet si le Parlement continue d'être déraisonnable. Quant à ce dernier, il serait bien inspiré de repousser le vote final jusqu'à l'adoption d'un accord sur le transit entre la Communauté, la Suisse et l'Autriche. ■

il ajouter une mesure socialement lourde et inutile ?

Individuellement

Certaines entreprises, notamment celles qui sont confrontées au marché extérieur, font valoir les difficultés de la concurrence. Dans le calcul de leurs coûts salariaux, elles incluent les charges sociales liées au salaire pour arriver à des pour-cent de croissance (10-11%) jugés insupportables.

Mais comme les institutions sociales (AVS, AI, caisses chômage) doivent faire face au marché, résolument, une restriction de leurs ressources par réduction des salaires réels aboutirait à transférer sur d'autres leur financement. Admettons qu'une entreprise ne puisse faire face; elle doit alors en ouvrant ses livres de compte en faire la preuve devant le partenaire syndical. C'est ce que prévoient plusieurs conventions collectives: position de principe qui n'est pas négociable.

Neo-libéralisme

Surgissent à nouveau des essais théoriques nombreux sur la nécessaire fluidité des salaires, afin de maintenir un taux de profit suffisant pour faire face aux investissements nouveaux. Imaginons l'application de ce modèle. Le sacrifice du salarié engendrerait grâce aux capacités accrues d'investissement une plus-value des actifs de l'entreprise, donc de sa valeur boursière. Illégitime que l'enrichissement des uns soit obtenu au détriment des autres.

Sous le débat de 1991 se présente à nouveau le choix: libéralisme patronal ou partenariat ? ■

¹ Institut 'Créa' de macroéconomie appliquée. Analyses et prévisions 1991-1993. Septembre 91. 1015 Lausanne-Dorigny.

Deux ou trois choses que l'on sait d'elles

Après le Conseil des Etats, le National a également accepté que la Suisse adhère à la Banque mondiale et au Fonds monétaire international. Un référendum sera probablement lancé par les organisations d'entraide — sous la pression des responsables alémaniques. Pour prolonger notre engagement sur ce sujet (voir notre numéro spécial «Le Dossard 153», du 26 octobre 1989) nous publions deux éclairages: cette semaine un survol des politiques économiques qui ont prévalu dans beaucoup de pays en développement avant les programmes d'ajustement structurel et qui les ont menés à la banqueroute. La semaine prochaine nous aborderons les difficultés de mise en œuvre que rencontrent ces programmes.

(cfr) Après l'indépendance, la plupart des pays en développement se sont inspirés des politiques économiques de l'Europe de l'Est (même les «dragons» du sud-est asiatique) dans une optique louable de faire bénéficier le plus grand nombre de la croissance économique et de ne pas tomber dans un capitalisme sauvage. Ils ont créé leur propre monnaie et ont décidé de son taux de change. Beaucoup de gouvernements ont mis leur fierté à maintenir la parité de leur monnaie à un niveau qui permettait d'importer à bas prix. Mais cela signifie a contrario que les exportations se vendent cher sur le marché mondial. Or pour pouvoir importer, il faut exporter, à moins d'avoir, comme la Suisse, des revenus bancaires, d'assurances ou de tourisme. Dans le cas des matières premières comme par exemple le café ou le cacao dont les prix sont fixés dans des bourses spécialisées, l'argent gagné sur les marchés internationaux, une fois converti à ce taux de change surévalué, ne permettait pas d'offrir un prix rémunérateur aux paysans. Ceux-ci se sont désintéressés de cette culture et les exportations ont chuté. Au mieux, ils sont allés les vendre en contrebande dans le pays voisin si le prix payé au producteur était meilleur. C'est le cas du Ghana qui voyait son cacao enrichir les caisses de la Côte d'Ivoire. Maintenant que le gouvernement ghanéen paie bien ses paysans, ce sont les finances ivoiriennes qui plangent.

Une politique favorable aux élites

Cette politique de taux de change surévalué et d'importations à bas prix a certes permis de construire une certaine infrastructure. Elle n'a guère bénéficié aux agriculteurs qui ne consomment que très peu de produits importés. Mais

elle a surtout profité à une élite grande amatrice de produits occidentaux. En outre, cette politique de taux de change surévalué a encouragé et grandement facilité la fuite des capitaux.

La responsabilité de l'Etat

Dans le domaine du budget de l'Etat, les politiques ont également favorisé les élites au détriment des masses populaires. On a d'abord engagé dans l'administration des personnes de confiance, des proches, des amis politiques. Le népotisme et les rivalités tribales aidant, on a créé des postes-bidons. Mais les salaires de la fonction publique ne peuvent être payés que par les recettes de l'Etat que sont les droits de douane, les impôts, les rentes pétrolières ou autres. Au Congo, plus de la moitié de la population active est fonctionnaire ou employée d'entreprises publiques. La facture est payée par les paysans, les entreprises privées et les revenus pétroliers. Au Nigéria, encore plus gros producteur de pétrole, la situation est aberrante: le prix de vente de l'essence à l'intérieur du pays est subventionné et ne couvre même pas le coût du raffinage, une mesure dont profitent essentiellement les classes moyenne et supérieure. Il est exactement dix fois moins cher que dans les pays voisins, ce qui donne lieu à une énorme contrebande. Les revenus des droits de douane, quant à eux, ne suffisent pas à couvrir les salaires des douaniers. Dans les pays où il n'y a pas de pétrole, les entreprises privées sont saignées à blanc par les impôts, ce qui ne fait que se répercuter sur les prix de vente et les exportations. S'inspirant de nouveau des politiques d'industrialisation pratiquées en Europe de l'Est, mais aussi pour pallier la faiblesse de la classe moyenne des en-

trepreneurs, les gouvernements des pays en développement ont investi. Ils ont créé des entreprises d'Etat qu'ils ont mises à l'abri de la concurrence étrangère grâce à des droits de douane élevés, et de la concurrence nationale en leur octroyant des monopoles. De plus, les pertes étaient prises en charge par l'Etat. Ces entreprises sont souvent des chefs-d'œuvre d'inefficacité et des gouffres financiers. Au Cameroun, sous la pression de la Banque mondiale, le gouvernement a fermé l'entreprise d'Etat qui cultivait le riz et le commercialisait. En annonçant la nouvelle, le ministre des finances a informé ses concitoyens que le kilo de riz produit par cette entreprise revenait à huitcent fois le prix sur le marché mondial... Naturellement le prix du riz était fixé à un plafond acceptable pour les consommateurs urbains. Toute la politique des prix agricoles, comme dans beaucoup de pays en développement, tendait à favoriser la population des villes en fixant des prix qui ont découragé la production et, de ce fait, appauvri les paysans. Cette politique est tout aussi responsable des famines que la sécheresse.

Les contrôles engendrent les détournements

Il n'y a pas de miracle en gestion économique et les gouvernements s'en sont aperçu assez vite. Mais la réaction en général a été la création de contrôles. On a élevé les droits de douane pour empêcher la concurrence. Naturellement la contrebande a augmenté et les douaniers, avec leurs petits salaires, n'ont pas pu résister à des dessous de table. Comme les taux de change étaient surévalués, il y avait beaucoup plus de demandes d'importation que de devises disponibles pour les payer. On a mis sur pied des systèmes de licences, qui peu à peu ont été attribués aux plus offrants. Au Ghana, le dollar valait 2,5 cedi (la monnaie locale) avant l'arrivée de la Banque mondiale. La dévaluation s'est faite progressivement mais c'est seulement quand le dollar a valu 150 cedi que les prix intérieurs ont commencé à augmenter. Ceci en dit long sur les pots de vin qui étaient versés avant la dévaluation.

Il n'y a pas non plus de miracle dans la nature humaine: les contrôles engendrent les détournements. En outre, les contrôles sont coûteux (salaires des fonctionnaires, locaux, temps perdu par les industriels qui le répercutent sur leurs prix de vente...) Heureusement de temps en temps, il y a des citoyens qui font

Le modèle suisse, mais lequel ?

Faisant référence au modèle suisse, les régions italienne et autrichienne du Tyrol réclament un statut particulier. La culture du particularisme est-elle une denrée d'exportation ?

(cfr) De nombreux Helvètes sont persuadés que la Suisse est l'exemple à suivre pour la construction de l'Europe. Or l'interprétation de ce modèle à l'étranger surprend parfois. Un exemple, la situation qui évolue dans le Tyrol du sud Haute-Adige, au nord de l'Italie,

preuve de sens civique. Au Sénégal, l'an dernier, les importateurs informels (lisez: les contrebandiers) organisés en association avec pignon sur rue, ont écrit au gouvernement pour lui dire que si les droits de douane étaient ramenés à 70% de la valeur, ils rentreraient dans la légalité. Les politiques sont beaucoup plus facilement mises en œuvre grâce à des incitations, grâce à un cadre macro-économique qui facilite les activités de production. Il ne faut quand même pas l'oublier, sans production, qu'elle soit agricole ou industrielle, il ne peut y avoir développement, financement des systèmes de santé ou d'éducation, amélioration des conditions de vie.

Des exigences si déraisonnables ?

On le voit, les politiques économiques mises en œuvre par beaucoup de pays en développement après l'indépendance, malgré les bonnes intentions des gouvernements au départ, ont fini par profiter uniquement aux élites; les taux de change surévalués ont favorisé la fuite des capitaux; l'administration hypertrophiée a obligé l'Etat à s'endetter et à saigner les contribuables; les monopoles et le protectionnisme ont engendré des canards boiteux.

Dans ces circonstances, les conditions posées aux pays du tiers monde par la Banque mondiale et le FMI pour qu'ils puissent bénéficier d'une aide financière ne sont pas si déraisonnables, même si elles sont certainement des ingérences dans les affaires de l'Etat et peuvent être ressenties comme des ingérences dans les affaires privées. ■

La semaine prochaine, quelques éclairages sur les programmes d'ajustement structurel.

aux frontières du canton des Grisons et de l'Autriche.

Alors que les Suisses fêtaient, à leur façon, le Jeûne fédéral, plusieurs milliers de manifestants étaient réunis au col du Brenner pour réfléchir sur l'avenir du Tyrol. Ce dimanche, le quotidien *Il Mattino dell'Alto Adige*, de Bolzano, titrait (traduction): «*Le Tyrol comme la Suisse*» et publiait, en avant-première, la résolution soumise aux manifestants. Ce texte, en allemand et en italien, revendique la création d'une région d'Europe tyrolienne composée de toutes les parties du Tyrol et constituée en vertu du droit des peuples de disposer d'eux-mêmes. «*Dans cette région d'Europe, les trois groupes linguistiques doivent pouvoir forger leur avenir sur le modèle suisse sans frontières économiques et culturelles.*»

Les conseils provinciaux du Tyrol, situés donc en Autriche et en Italie, sont invités à prendre les décisions convenables pour passer à la réalisation de ces revendications.

La nouvelle vague pour une plus grande autonomie est motivée par les événements qui se passent en Europe centrale et orientale. Mais une séparation, aussi bien de Rome que de Vienne, reste hypothétique, ce que confirme toute l'histoire de ce siècle dans ces régions. Il suffit de se plonger dans le livre d'Ernest Weiber sur *La Création des régions autonomes à statut spécial en Italie* paru il y a vingt ans pour s'en rendre compte. Dans son intervention du 29 janvier 1948 à la Constituante italienne pour soutenir le projet de statut, le député Perassi avait souhaité que le Trentin-Haute-Adige devienne, à l'instar du canton suisse des Grisons, un exemple de coexistence pacifique entre peuples de langues différentes. La veille du rassemblement du Brenner, le MSI, considéré comme néo-fasciste et surtout défenseur de l'«italianité» dans la région, a organisé une veillée à Bolzano pour réaffirmer l'attachement à l'Italie. Mais pendant ce temps, à Vérone, un politicien important, puisqu'il est président

du Conseil provincial, demande que sa province ne fasse plus partie de la région vénitienne pour être rattachée à la région autonome Trentin-Haute-Adige ce qui aurait, prétend-il, de notables avantages économiques.

Ces cas particuliers correspondent à la volonté particulariste qui se manifeste en Italie du Nord. C'est ainsi qu'une fête de la Vénétie a été organisée dans la région de Valpolicella du 20 au 22 septembre par la Ligue vénitienne (faisant partie de la Ligue du Nord) avec comme but la création de la République du Nord.

Le vrai modèle suisse est-il la culture des particularismes et, si oui, est-il en voie de conquérir l'Europe ? ■

EN BREF

L'Union syndicale de Bâle-Ville a désigné une femme, Colette Panchaud, comme secrétaire dirigeante. Elle succède à Helmut Hubacher qui prend sa retraite.

La double exposition bernoise sur les emblèmes de la liberté a été un échec cuisant. Le thème historique de la liberté, avec des œuvres marquantes, n'a pas attiré les foules.

St Christophe, construit par Bernard Luginbühl, ornera bientôt la place de la gare de Berne en souvenir de la tour qui a été démolie au siècle passé. L'œuvre haute de six mètres pèse huit tonnes.

Savez-vous que les cadets de l'Helvétie sont les habitants du Cerneux-Péquignot dans le canton de Neuchâtel ? La rectification de frontière signée à Paris en 1814 est devenue effective en 1819.

Depuis 1977 une alliance culturelle Obersimmental-Saanenland-Pays d'Enhaut existe pour promouvoir une large vie culturelle dans les trois vallées vaudoise et bernoises de ce haut pays.

Le congrès de l'Internationale libérale à Lucerne a manifesté sa volonté de renforcer son expansion face à l'Internationale démochrétienne d'une part et à l'Internationale socialiste d'autre part, cette dernière envisageant, paraît-il, de se rebaptiser «Internationale démocratique».

L'adieu au socialisme ? Allons donc !

Le communisme, en tant que structure d'Etat, structure de parti et idéologie, s'écroule. C'est une bonne chose car les dégâts ont été immenses.

Les tenants du capitalisme, la droite politique se réjouissent de cet effondrement. Ils auraient tort de ne pas en profiter.

Mais cette même droite va plus loin dans ses petits raisonnements et se dit que, dans la foulée, pourquoi ne pas balayer aussi le socialisme et surtout les partis qui se réclament du socialisme.

Le débat a commencé en France mais il pointe aussi en Allemagne. En Suisse les petites «perches» (en allemand egli) frétille au bout du lac. Beaucoup de ténors

purs et durs du libéralisme affinent leurs couteaux.

L'impossible démocratie sociale...

L'amalgame entre socialisme et communisme est tentant dans une perspective électoraliste. Mais il ne tient naturellement pas la route si l'on interroge l'Histoire et considère la différence fondamentale des deux courants quant à la conception de la démocratie. D'un côté unicité et exclusivité du parti au niveau de l'Etat, de l'autre diversité interne et acceptation du pluralisme politique. Il en va de même pour la gestion de l'économie: propriété exclusive de l'Etat sur les moyens de production et direction centralisée pour le communisme, reconnaissance de formes multiples de propriété (sociétés privées, coopératives, étatique, familiale, etc) et acceptation des règles de base de l'économie de marché pour le socialisme moderne moyennant des mécanismes de correction.

Il n'est pas nécessaire de s'attarder longtemps sur ces différences de fond qui sont restées entières depuis la scission du socialisme démocratique d'avec le communisme moscovite dans les années 20-30. L'amalgame ne tient pas.

Mais il est des arguments plus subtils contre le socialisme démocratique, et qui viennent de la part de gens de gauche. Ils méritent qu'on les examine plus attentivement. Un article paru dans *Le Monde* (18.09.91) et signé par quatre membres d'un groupe de réflexion du mouvement Société civile de Bernard Kouchner retient plus spécialement l'attention. L'article s'appelle «L'Adieu au socialisme». Les quatre «penseurs» proposent tout simplement d'abandonner la notion de socialisme car la démocratie sociale ne sera jamais possible dans une société où les moyens de production sont privés. Les socialistes seraient en quelque sorte des parjures structurels, permanents, à la limite de la schizophrénie en acceptant les règles de l'économie de marché.

Caricature du mal

Les auteurs de l'article ne proposent pas cependant un retour à un socialisme de combat mais sa dissolution pure et sim-

ple. L'argument repose sur une glorification du libéralisme.

Les socialistes auraient fait du libéralisme une caricature du mal «comme si tout ce qui n'est pas socialiste devenait libéral jusqu'au-boutiste [...]. Il est vrai que ces caricatures libérales existent. Il est évident que le marché, laissé à lui seul, produit des effets pervers, comme tout système. On ne peut donc laisser au marché le soin de corriger lui-même les injustices qu'il produit et de promouvoir les valeurs non-marchandes» écrivent-ils, et l'on se reprend à espérer. Mais la pirouette de conclusion est surprenante: «Mais telle n'est pas la prétention ni la seule logique du libéralisme qui fonde l'économie de marché. Il faut donc renoncer à la fausse opposition entre libéraux et socialistes, qui donne à ces derniers une identité usurpée. La lutte pour la justice, la culture, la beauté ne peut pas plus se définir par opposition au libéralisme et aux effets du marché qu'en leur faisant une confiance inconditionnelle. La critique sociale est une exigence constante de nos sociétés inévitablement confrontées aux exclusions, aux injustices, à la bêtise, et à la laideur. Mais cette critique — qu'elle soit d'inspiration ouvrière, culturelle, éthique, écologique ou autre — est une dimension interne au système, et doit s'accepter pour telle.»

Touchante naïveté

La fin de cette analyse est touchante: «S'il nous faut abandonner, après un si long travail de deuil, l'idée du socialisme, c'est pour situer nos efforts dans la critique interne de nos sociétés, sans plus les référer à un ailleurs illusoire et terrifiant.

Nous ne sommes pas devenus incapables de lutter pour ce que nous aimons et contre ce que nous haïssons, parce que nous nous retrouvons enfin orphelins de tout messianisme.»

Touchant mais naïf. A supposer que l'on admette ce rôle de simple «critique interne» du système libéral, il est cependant impossible de fonder une stratégie politique sur du coup par coup sans marques idéologiques de référence. Or les référents du socialisme démocratique ne sont pas ceux du libéralisme. Le socialisme prône des mesures de la collectivité organisée (à plusieurs niveaux institutionnels) pour lutter contre les inégalités que la société libérale secrète inlassablement. Le libéralisme reconnaît certes la nécessité d'une certaine régulation et l'utilisation de palliatifs contre les inégalités, mais le moins possible par la collectivité organisée. Il préfère les œuvres de charité, les fondations, la Chaîne du bonheur, etc.

ici et là

● Séances d'information sur l'application des lois fédérale et cantonale sur l'aide au logement organisées par le Département neuchâtelois des finances. Jeudi 26 septembre à 17.30 heures à l'aula du Gymnase de Neuchâtel (faubourg de l'Hôpital 59) et jeudi 3 octobre à 16.30 heures au Club 44, rue de la Serre 64, à La Chaux-de-Fonds.

● Cycle de huit conférences publiques **Ingénieurs + environnement** du 15 octobre 1991 au 12 mai 1992 organisé par l'Ecole d'ingénieurs de Genève (4, rue de la Prairie, 1202 Genève; tél.: 022/ 44 77 50).

DP Domaine Public

Rédacteur responsable: Jean-Daniel Delley (jd)

Rédacteur: Pierre Imhof (pi)

Ont également collaboré à ce numéro:

Jean-Pierre Bossy (jpb)

François Brutsch (fb)

Charlotte Feller-Robert (cfr)

André Gavillet (ag)

Jacques Guyaz (jg)

Charles-F. Pochon (cfp)

Forum: Jeanlouis Cornuz

Claude Auroi

Abonnement: 70 francs pour une année

Administration, rédaction: Saint-Pierre 1,

case postale 2612, 1002 Lausanne

Téléphone: 021 312 69 10

Télécopie: 021 312 80 40 - CCP: 10-15527-9

Composition et maquette: Monique Hennin

Pierre Imhof, Françoise Gavillet

Impression:

Imprimerie des Arts et Métiers SA, Renens

LE CARNET DE JEANLOUIS CORNUZ

Ne pas créer d'inégalités plutôt que les corriger

En outre le libéralisme intervient, lorsqu'il intervient, après la création des inégalités, tandis que le socialisme prétend qu'il faut empêcher leur apparition. Les moyens pour cela sont connus, ils sont de nature keynésienne: investissements et création de postes de travail, imposition progressive des revenus et de la fortune, éducation et santé pour tous, large expression culturelle, et pourrait-on dire pour aller dans le sens de nos «philosophes», droit à la beauté pour tous. J'y ajouterais personnellement le *Droit à la paresse*, titre d'un opuscule admirable de Paul Lafargue. Pour réaliser ces corrections d'inégalités *ex ante* le rôle de l'Etat est incontournable.

Les données actuelles des oppositions idéologiques et philosophiques profondes entre le socialisme et le libéralisme n'ont pas encore disparu, même si la société évolue. De ce point de vue les débats sur le moins ou le plus d'Etat n'ont pas beaucoup de sens. La vraie question est de savoir où (famille, quartier, commune, canton, région) l'Etat doit intervenir, et comment il doit le faire (aides directes, par les prix, etc.).

Des sociétés libérales, certes, mais inégalitaires

Pour que ce débat évolue, mais aussi pour préserver les avantages de base de l'état social créé grâce aux succès des luttes de nos prédécesseurs, le socialisme et les partis socialistes restent indispensables. Imaginons qu'ils déposent les plaques et adhèrent à un vaste mouvement libéral. Bonjour les dégâts pour l'AVS, l'assurance chômage, les allocations familiales, les bourses d'étude (déjà si maigres), l'aide aux petits paysans, le soutien des troupes de théâtre populaire et j'en passe et des meilleurs. Nous en serions bientôt réduits au modèle des sociétés latino-américaines, libérales certes, mais les plus inégalitaires du globe.

Il est donc un peu tôt pour enterrer de force le socialisme. Son rôle est éminemment bénéfique. Que ses détracteurs soient d'anciens membres de l'Union des étudiants communistes des années soixante montre cependant que depuis trente ans certains intellectuels ont toujours pris le mauvais train. Celui du PC avant 68, celui du maoïsme après, et maintenant celui d'un libéralisme de pacotille. Triste parcours. S'ils avaient suivi le chemin du socialisme démocratique leurs analyses seraient peut-être plus cohérentes.

Claude Auroi

Un lecteur heureux

Georges Anex nous a quittés. Et je me répète: nul n'est irremplaçable, dit-on... J'en doute ! Comment mieux exprimer mon sentiment qu'en recopiant quelques lignes de ce livre si remarquable et si sympathique que Henri-Charles Dahlem a fait paraître sous le titre de *Sur les pas d'un lecteur heureux*: «*La modestie de l'auteur dût-elle en souffrir, en analysant et en décryptant les œuvres des auteurs romands, il fait lui-même œuvre de création.*» (Et qu'il fût capable d'une œuvre de création, le récit qu'il a donné à la *Gazette de Lausanne* (avril 1989), *Le Temps des assassins*, pour la stupéfaction de ses lecteurs, suffirait à le démontrer !) «*Il nous offre, poursuit Dahlem, un portrait de notre littérature à une certaine époque.*» Et de relever que Georges Anex a parlé non seulement des plus connus, mais qu'il a su sauver la mémoire (in: *L'Arrache-Plume*) d'écrivains plus secrets, comme Georges-Emile Delay, Rudolph Menthon-nex ou Alfred Wild. Un second recueil de ses textes va paraître ou vient de paraître: il n'aura pas eu la joie de le tenir entre ses mains et d'en apprécier l'écho.

Et puisque je viens de profiter du livre de Dahlem (près de 700 livres présentés, toujours chaleureusement), que je profite encore pour souligner ce que *Sur les pas d'un lecteur heureux* a d'unique: non seulement un panorama des littératures suisses plus complet que nul autre, mais une ouverture qu'on apprécie tout spécialement en un temps où la critique trop souvent s'intéresse uniquement à la forme au détriment du fond. Et c'est ainsi qu'il parle de Pascal Auchlin et Frank Garbely (*Contre-enquête*), de Barnard Barbey (*P.C. du Général*), de Karl Barth, d'Edgar Bonjour, de Freddy Buache, etc, de Jean Piaget ou de Jean Ziegler — tous auteurs que les bons esprits ont tendance à négliger, parce qu'à leurs yeux de mandarins, ils n'appartiennent pas à la «littérature» !

Mais encore comme Georges Anex, il fait place à des écrivains trop souvent négligés et mis de côté (pour de mystérieuses raisons), et oubliés ou «passés par-dessous la jambe» !

Par exemple, il rendra hommage à Emmanuel Buenzod, disparu voici juste vingt ans. Emmanuel Buenzod, auteur de livres sur la musique, qui ont eu un grand retentissement, chez nous et à l'étranger; mais aussi d'une vingtaine de ro-

mans, de récits, de recueils, de nouvelles: *Le Canot ensablé*, *Boabdil Nux, roi du violon*, *Les Impurs*, *Gens de Rencontre...*

«*Comment ne pas songer à Amiel en découvrant ce roman ?*» écrit Dahlem à propos des *Iles de Mémoire*, paru à la *Guilde du Livre* — le chef-d'œuvre, peut-être, de Buenzod ?

«*Ce professeur célibataire (le héros du roman) qui tient son journal intime et cherche au fond de son âme l'essence de son être va peut-être, si une telle chose est possible, encore plus loin que son illustre modèle.*»

Georges Anex, qui fut en quelque sorte le successeur de Buenzod à la *Gazette de Lausanne*, non seulement l'appréciait, mais contribua à faire paraître l'un de ses livres, un livre de croquis, *Album de Famille* (Editions de la *Gazette de Lausanne*, 1963) — il me plaît de réunir leurs deux noms. ■

Le poids des mots

(jg) Petite annonce de la Société vaudoise pour la protection des animaux dans la presse la semaine passée. On nous explique que, *des abattages clandestins — souvent religieux, rituels — sont parfois pratiqués illégalement*. Diable ! Quelles sont donc ces religions ? On ne voit que trop les directions vers lesquelles les regards pourraient se diriger. Plus loin, on peut lire: *Relevez le numéro des plaques de voiture, décrivez les personnes et renseignez la gendarmerie*. Il est vrai que l'annonce se termine par: *Discrétion assurée*.

En somme, voilà un texte à vague connotation antisémite, accompagné d'un appel à la délation avec une garantie de l'anonymat ! La SVPA nous fera sûrement remarquer qu'il n'était pas du tout dans leur intention de susciter de pareilles interprétations. Nous n'en doutons pas. Mais alors, Mesdames et Messieurs les protecteurs des animaux, faites attention à ce que vous écrivez. Les mots ne sont jamais innocents.

Victimes

Parmi les victimes de Werner K. Rey on doit citer, comme le relève Jean-Luc Lederrey dans le *Journal de Genève*, des caisses de retraite qui auront investi l'argent de leurs assurés dans des titres Omni «parfois sans le vouloir, ces titres ayant été placés dans leur portefeuille par les banques qui gèrent leurs avoirs». ■

Replâtrage

(pi) Le chef du Département des travaux publics l'a annoncé au Grand Conseil: des mesures de sécurité seront prises pour éviter de nouveaux accidents sur le parcours du Métro-Ouest, inauguré en juin dernier et qui circule entre Lausanne et Renens. Tous les passages à niveau hors carrefour seront équipés de barrières automatiques et les passages à niveau pour piétons seront supprimés dans les stations. C'est évidemment une bonne décision, mais qui intervient un peu tard: au moment de la conception du projet, puis de la mise à l'enquête, de nombreuses voix s'étaient élevées pour protester contre le trop grand nombre de passages à niveau, destinés aux piétons et aux voitures. Elles n'avaient reçu que des réponses agacées, quand elles n'avaient pas été simplement écartées, la qualité pour agir ne leur étant pas reconnue. Il s'agissait, à l'époque, de ne pas effrayer

le Grand Conseil avec un système trop onéreux. Résultat: après plusieurs accidents, dont un mortel, après un dépassement de crédit gigantesque, de nouveaux investissements seront nécessaires pour faire du replâtrage. Une fois ces travaux terminés, le Métro-Ouest ressemblera un petit peu plus à celui que souhaitaient les critiques de l'époque, mais en moins efficace: il est évidemment plus difficile de maintenir une bonne accessibilité aux stations en supprimant des passages pour piétons sur les voies que de concevoir dès le départ un système sans ces dangereuses traversées. ■

L'exemple de Bâle

Le canton de Bâle-ville connaît comme d'autres des difficultés financières, le budget pour 1992 prévoyant un déficit de 307 millions. Mais on relèvera préalablement l'effort social de ce canton: 1100 postes ont été créés dans le secteur hospitalier afin de rendre possible une réduction d'horaire de 44 à 42 heures. ■

La protection de Lavaux

Présentant devant les membres de son parti son bilan le conseiller d'Etat Mar-

cel Blanc a rappelé le coût de la protection de Lavaux: «Quant à son coût pour le canton, j'ai enregistré le rejet de l'avant-dernier recours au Tribunal fédéral cette semaine, ce qui fait qu'au lieu des cinquante ou cent millions d'indemnité articulés à l'époque, il en coûtera au maximum un million». (Cité par *Le Pays vaudois*, 12.9.91.) ■

MÉDIAS

Nouvelle présentation des publications de la Société pour le développement de l'économie suisse. On sent qu'il y a eu un changement au secrétariat genevois de la société.

Le licenciement du rédacteur en chef du *Tages-Anzeiger* continue de faire des remous. Le journal informe, mais 177 notables ont choisi la *Neue Zürcher Zeitung* pour publier une déclaration sur la liberté de la presse.

Comme annoncé par une importante campagne publicitaire, *Le Nouveau Quotidien* est paru mardi 24 septembre. Pas de découpage régional clairement marqué, mais un traitement de l'actualité par thème (politique, économie, société/culture); même principe pour les programmes de cinéma, classés par titres et non par villes... Où l'on découvre l'agglomération romande.

Pierre Arnett, le reporter qui a vécu la guerre du Golfe à Bagdad et a informé par l'intermédiaire de la chaîne télévisée CNN, était récemment en Suisse. Il s'agit d'obtenir un paiement de l'abonnement, jusqu'ici gratuit, pour la diffusion des programmes sur les réseaux câblés suisses. La publicité ne suffit pas.

Ringier ne laissera pas les *Luzerner Neuste Nachrichten* seules pour affronter les assauts des nouveaux journaux fruits de la fusion de *Vaterland* et *Luzerner Tagblatt*. Les *Zuger Nachrichten* ont été acquises cet été.

En collaboration avec un groupe de presse allemand, Ringier lance un journal de programmes de télévision en Tchécoslovaquie. Selon les informateurs *Teletip* sera la première publication de ce pays imprimée en quatre couleurs.

PROSPECTIVE

Les nouveaux emplois

(jd) Selon une récente étude du *World Watch Institute* de Washington, une économie respectueuse de l'environnement est compatible avec le plein emploi. L'auteur, Michael Renner, affirme que les économies d'énergie et le recyclage notamment sont potentiellement créateurs de plusieurs millions de places de travail. Aux Etats-Unis, les secteurs public et privé ont investi en 1989 115 milliards de dollars pour le contrôle et la mesure des pollutions; jusqu'en l'an 2000 ces investissements devraient avoisiner 170 milliards par an. Par contre, les secteurs les plus défavo-

rables à l'environnement — l'industrie pétrolière, l'automobile, les mines de charbon et une partie de l'industrie chimique — subiront une forte restructuration et même ne subsisteront pas à terme. Si le 20^e siècle a été marqué par la voiture, les matières synthétiques et les produits à jeter, le prochain sera celui des produits recyclables et économes en énergie et des entreprises fonctionnant à l'énergie solaire. Tout comme l'agriculture a cédé sa main-d'oeuvre à l'industrie, des pans entiers de cette dernière vont perdre en importance. L'emploi dans les chemins de fer va progresser: alors qu'un investissement d'un milliard de francs crée 14 à 19 000 places de travail dans l'automobile, la même somme consacrée à l'extension du réseau ferré induit 22 à 23 000 emplois nouveaux.